



Volet B

Copie à publier aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe



19028792

Déposé / Reçu le

14 FEV. 2019

au greffe du tribunal de l'entreprise
à Bruxelles

Dénomination(en entier) : **Formation Pro Brussels**

Forme juridique : Association sans but lucratif

Siège : Rue de l'intendant 1541080 Bruxelles

N° d'entreprise : 72734843

Objet de l'acte : Constitution**Texte****Entre les soussignés :**

- 1- Talab Abdelwaheb, 06/03/1986, rue fik Guidon 33 à 1082 Berchem Sainte-Agahte
- 2-El Youssoufi Jawad, 30/08/1992, rue jules debecker 53 à 1081 Koekelberg
- 3-Kurnaz Enes Ihsan, 21/08/1989, Place gaucheret 9 à 1030 Schaerbeek

IL EST CONSTITUE UNE ASSOCIATION DONT LES STATUTS SONT LES SUIVANTS

Titre 1er – dénomination, siège social, durée indéterminée.

Art 1 L'association est dénommée "Formation Pro Brussels". (FBP)

Art 2

Le siège social de l'association est établi à rue de l'intendant 154 1080 Bruxelles..

L'association dépend de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Art 3 L'association est constituée pour une durée illimitée et peut, en tout temps, être dissoute.

Titre 2 – Objet

Art 4 L'association a pour objet: notamment

L'ASBL a pour objet :

- Le transport de patient en ambulance urgente
- Le rapatriement de patients en ambulance
- Le transport d patients en véhicule TPMR
- Le transport de tissus humain vivant en véhicule spécialisé
- Le transport d'organe en véhicules spécialisé
- La participation occasionnelle aux activités philanthropiques, aide aux personnes âgées, handicapés importants, etc.
- La formation de secouriste, secouriste industriel; aide médicale urgente, médico-sanitaire, de sauveteur spécialisé dans n'importe quelle discipline pouvant être utile à la préservation de la vie et de la santé de la population
- La recherche, l'étude et l'application de moyens permettant l'apport de secours efficaces aux personnes en danger et ce par voies terrestre, fluviale et aérienne
- Elle peut accomplir tous les actes rapportant directement ou indirectement à son but. Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but
- La vente de matériel de secours et de prévention
- Voyager avec des enfants handicapés ou atteint de trouble
- Faire visiter les monuments historiques de la capitale
- Initier les enfants à des visites culturelles
- Initiation au vélo (pour les écoles et les auberges de jeunesse, dans les homes, pour les pensionné(e)s)
- Encourager les gens à utiliser d'autres moyens de locomotions que la voiture et autres véhicules polluant en se déplaçant dans le périphérique en vélo
- Informers les gens sur l'impact nocif des carburants
- Informers les sur l'écologie

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

- La création d'un lieu de rencontre pour les jeunes et les moins jeunes dans la commune
- La création, l'organisation, la promotion de rencontres sportives dans différentes disciplines et entre autre le baby-foot, le mini-foot, les jeux d'échec, les jeux de dames jeux de société, tennis de table...
- La mise en place de lieu d'apprentissage, de stage, d'animations et de pratiques de sports
- L'acquisition de matériel et l'aménagement d'installations pour les mettre à disposition des membres
- L'organisation de cours et de compétitions (locales, régionales, communales, nationales) l'organisation d'événements destinés à promouvoir et à faire connaître l'association
- L'engagement de plusieurs équipes dans les différents championnats officiels
- La création d'un lieu pour divers projets socioculturels
- La création d'un lieu de rencontre, de discussions, conviviales et siège d'association afin de concrétiser des projets pour les jeunes du quartier
- L'organisation rencontre, d'entraide et d'échange entre les diverses associations établies dans la communauté française, qu'elles aient un caractère social, humanitaire, culturel ou sportif
- L'apport d'informations, de conseils et d'assistance à tous ses membres.

• L'ASBL a pour but, l'accès de tous à la pratique des activités physiques et sportives en général, et la pratique self Défense et disciplines similaires quel que soit le style pratiqué. Par pratique du self défense Défense, on entend la pratique dans le seul but d'assurer le développement de la personne humaine au point de vue physique et mental.

• Elle a pour objet l'organisation d'un programme général et planifie des activités qui correspondent à ses objectifs, ses moyens d'actions étant les séances d'entraînement, les rencontres amicales et officielles, les stages, et toutes les activités éducatives de nature à promouvoir le sport, avec le même souci de l'harmonieux épanouissement de la personne humaine.

• Elle peut accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son but. Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son but.

• L'association s'engage dans le cadre de la législation en vigueur, à respecter les statuts et règlements des fédérations, ligues ou associations sportives auxquelles elle déciderait d'adhérer et de promouvoir les sports qu'elles pratiquent.

- Formation voiturier
- Services voiturier et convoyage automobiles (sans transport de personnel), et dans ce cadre toutes prestations de conseils et de services et toutes livraisons :
- Services liés à l'automobile
- Lavage automobile
- Accompagnement
- Location de voiture avec chauffeur rémunéré
- Transport rémunéré de marchandises
- Service limousine

Elle pourra accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet.

L'association pourra posséder, acquérir, recevoir, créer ou gérer tous fonds et biens meubles ou immeubles utiles à la réalisation de son objet.

Titre 3 Membres, admissions, sorties, engagements

Art 5 Le nombre des membres est illimité. Il ne peut être inférieur à trois.

les membres effectifs ;

- les membres adhérents ;

- Les constituants soussignés sont les premiers membres effectifs.

Les autres membres effectifs sont ceux admis ultérieurement en cette qualité par l'assemblée générale selon les critères et la procédure déterminés par le règlement d'ordre intérieur de l'association. Tous les membres effectifs concourent par leur compétence, leur activité et leur cotisation à la réalisation des objectifs de l'association.

Sont membres adhérents les personnes qui désirent aider l'association ou participer à ses activités, qui paient régulièrement leur cotisation et qui s'engagent à en respecter les statuts et le règlement intérieur et les décisions prises conformément à ceux-ci.

Les admissions des membres effectifs et des membres adhérents sont décidées souverainement par l'assemblée générale sur proposition du Conseil d'administration, conformément à la loi et aux présents statuts et selon les critères et la procédure déterminés par le règlement d'ordre intérieur de l'association.

Chaque membre effectif ou adhérent est tenu de respecter le statut de l'association, et le règlement d'ordre intérieur de l'organisation. Les droits et les devoirs des membres sont déterminés par le règlement d'ordre intérieur.

Art 6. La qualité de membre se perd par :

- la démission notifiée par écrit à l'assemblée générale :

Les membres effectifs et adhérents sont libres de se retirer à tout moment de l'association en adressant par lettre recommandée leur démission à l'assemblée générale. Est réputé démissionnaire, le membre effectif ou adhérent qui ne paye pas la cotisation qui lui incombe, dans le mois du rappel qui lui est adressé par lettre ordinaire par le Conseil d'administration de l'association.

- l'exclusion pour les motifs suivants : non respect des statuts et du règlement d'ordre intérieur, comportement non conforme à l'éthique de l'association, faute grave, attitude portant préjudice à l'association, le refus de remplir les devoirs de membre fixés par le règlement d'ordre intérieur. Le membre est préalablement appelé à fournir seul ou assisté par un autre membre de son choix des explications par écrit à l'assemblée générale qui après examen de son cas statuera sur son cas.

L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'assemblée générale à la majorité des 2/3 des voix présentes ou représentées.

- le décès.

Le conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'assemblée générale, les membres qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts ou aux lois. La démission, la suspension, et l'exclusion des membres ont lieu conformément à la loi en vigueur, aux présents statuts et au règlement d'ordre intérieur de l'association.

Art 7. Le membre démissionnaire, suspendu ou exclu, ainsi que les héritiers ou ayants droits du membre décédé, n'ont aucun droit sur le fond social.

Ils ne peuvent réclamer ou requérir, ni relevé, ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaires, ni le remboursement des cotisations versées.

Titre 4 – Cotisation

Art 8. Le montant maximum de la cotisation des membres ne peut dépasser50..... euro par (mois).

Titre 5 – Assemblée générale

Art 9. L'assemblée générale est composée de tous les membres effectifs.

Elle est présidée par le président du conseil d'administration, ou s'il est absent par le secrétaire - trésorier de l'association.

Art 10. L'assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément reconnus par la loi ou les présents statuts. Sont notamment réservés à sa compétence

- les modifications aux statuts sociaux,
- la nomination et la révocation des administrateurs ;
- la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans le cas où une rémunération est attribuée;
- la décharge à octroyer aux administrateurs et aux commissaires ;
- l'approbation des budgets et comptes,
- la dissolution volontaire de l'association,
- les admissions et les exclusions des membres ;
- la transformation de l'association en société à finalité sociale.

Le droit de vote concernant les matières du présent article ainsi que celles définies par la loi et la réglementation comme étant de la compétence de l'assemblée générale, est réservé aux membres effectifs de l'association.

Art 11. Il doit être tenu au moins une assemblée chaque année, dans le courant du mois de décembre.

L'association peut être réunie en assemblée générale extraordinaire à tout moment par décision du conseil d'administration ou à la demande d'1/5 des membres effectifs au moins.

Chaque réunion se tiendra aux jours, heures et lieu mentionnés dans la convocation.

Tous les membres effectifs doivent être convoqués à l'assemblée générale par le conseil d'administration par lettre ordinaire au moins 08 jours avant celle-ci. L'ordre du jour est joint à cette convocation.

Art 12. Toute proposition signée d'un nombre de membre au moins égal au vingtième est portée à l'ordre du jour.

Art 13. Sans préjudice des dispositions de l'article 10 des présents statuts, chaque membre effectif a le droit d'assister à l'assemblée. Il peut se faire représenter par un mandataire. Chaque membre ne peut être titulaire que d'une seule procuration.

Art 14. Sans préjudice des dispositions de l'article 10 des présents statuts, tous les membres effectifs ont un droit de vote égal à l'assemblée générale, chacun disposant d'une voix.

Art 15. Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix présentes ou représentées, Sauf dans le cas où il en est décidé autrement par la loi ou les présents statuts.

Art 16. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur la dissolution de l'association ou la modification des statuts que conformément à la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations.

Art 17. Les décisions de l'assemblée générale sont consignées dans des procès verbaux signés par le président et le secrétaire et inscrits dans un registre spécial.

Ces procès verbaux sont conservés au siège social où tous les membres peuvent en prendre connaissance. Les membres ainsi que le tiers justifiant d'un intérêt, peuvent demander des extraits de ces procès verbaux, signés par le président du conseil d'administration et par un administrateur.

Titre 6 - Administration et gestion journalière

Art 18. L'association est administrée par un conseil composé, au moins, de trois membres, qui sont membres effectifs de l'association et nommés par l'assemblée générale pour une durée indéterminée et en tout temps révocable par elle. Toutefois, si seules trois personnes sont membres effectifs de l'association, le conseil d'administration n'est composé que de deux membres effectifs. Le nombre d'administrateurs doit en tout cas toujours être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

En cas de démission ou d'exclusion d'un membre du conseil d'administration, celui-ci est tenu de rester en fonction jusqu'à son remplacement.

Art 19. Tout administrateur nommé par l'assemblée générale pour pourvoir à une vacance survenue en cours de mandat n'est nommé que pour le temps nécessaire à l'achèvement de celle-ci.

Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Art 20. Le conseil choisit parmi ses membres, un président, un secrétaire et un trésorier.

Art 21. Le conseil se réunit sur convocation du président ou de deux de ses membres, aussi souvent que les besoins de l'association l'exigent. Il ne peut statuer que si la moitié des membres sont présents. Les décisions sont prises à la majorité absolue des voix. En cas de parité, la voix du président est prépondérante.

Art 22. Le conseil peut déléguer la gestion journalière de l'association à un administrateur délégué choisi parmi ses membres dont il fixera les pouvoirs. Il peut en outre conférer tous pouvoirs spéciaux à tout mandataire de son choix.

Art 23. Le conseil d'administration gère les affaires de l'association.

L'association est représentée dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires par le président ou la secrétaire.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi à l'assemblée générale sont de la compétence du Conseil d'administration.

Art 24. Le conseil nomme, soit lui-même, soit par mandataire, tous les agents, employés, et membres du personnel de l'association et les destitue.

Il détermine leur occupation.

Les agents, employés, et membres du personnel de l'association peuvent être membres de l'association.

Si un membre du personnel de l'asbl est licencié, il est tenu de présenter sans délai sa démission de l'association au conseil d'administration qui soumet cette démission à l'assemblée générale pour approbation selon les modalités et dans les conditions prévues par le règlement intérieur.

Art 25. Les actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le Président du conseil d'administration. ou, en cas d'empêchement, par par toute administrateur de l'association.

Face à des tiers, l'association est valablement représentée par le président, ou en cas d'empêchement pour celui-ci par le secrétaire.

Art 26. A défaut de stipulation spéciale dans le procès-verbal du conseil d'administration, tout administrateur signe valablement les actes régulièrement décidés par le conseil ; il n'aura pas à justifier de ses pouvoirs vis-à-vis des tiers.

Art 27. Sans préjudice des dispositions de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relative aux engagements de l'association.

Art 28. Les délibérations sont consignées dans les procès verbaux, signés du président et du secrétaire et inscrits dans le registre spécial. Les extraits de procès verbaux sont signés par le président et par l'administrateur.

Art 29. Le conseil d'administration tient au siège de l'association un registre des membres. Toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par le soin du conseil d'administration endéans les huit jours de la connaissance que le conseil a eu de la décision.

Tous les membres peuvent consulter au siège de l'association le registre des membres, ainsi que tous les procès-verbaux et décisions de l'assemblée générale, du conseil d'administration ou des personnes occupant ou non une fonction de direction, qui sont investies d'un mandat au sein ou pour le compte de l'association, de même que tous les documents comptables de l'association.

Art 30. Chaque année et au plus tard six mois après la date de clôture de l'exercice social, le conseil d'administration soumet à l'assemblée générale, pour approbation, les comptes annuels de l'exercice social écoulé établi conformément à la loi.

Art 31. L'association tient sa comptabilité conformément à la loi.

Art 32. L'association pourra confier à un ou plusieurs commissaires le contrôle de la situation

Réserve
au
Moniteur
belge

Volet B - Suite

Financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la loi et des statuts, des Opérations à constater dans les comptes annuels.

Art 33. Le conseil d'administration veille à remplir les formalités de dépôt et de publications requises par la loi.

Titre 7 – Règlement d'ordre intérieur.

Art 34. Un règlement d'ordre intérieur pourra être présenté par le conseil d'administration à l'assemblée générale qui est seule compétente pour l'adopter conformément à la loi.

Le règlement intérieur détermine conformément à la loi et aux statuts présents, les modalités de fonctionnement de l'assemblée générale de l'association, les modalités de fonctionnement du Conseil d'administration de l'asbl, les modalités d'admission et d'exclusion des administrateurs et des membres de l'asbl, les modalités de la nomination et de la révocation des commissaires, les modalités de fixation de leur rémunération dans le cas où une rémunération est attribuée, les droits et les obligations des membres de l'association et les sanctions disciplinaires pouvant être prononcées contre les membres concernés.

Sans préjudice des dispositions de l'article 10 des présents statuts, des modifications à ce règlement pourront être apportées par une assemblée générale des membres effectifs statuant à la majorité simple des membres effectifs présents ou représentés.

Titre 8 – Dispositions diverses.

Art 35. L'exercice social commence le 1^{er} décembre pour se terminer le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice débutera ce 1/12/2018 pour se clôturer le 31 décembre 2017.

Art 36. En cas de dissolution de l'association, l'actif net, après acquittement des dettes et apurements des charges, sera affecté, par une assemblée générale extraordinaire convoquée à cette fin par le ou les liquidateurs, à une œuvre de but et objet analogues à ceux de la présente association.

Art 37. Tout ce qui n'est pas prévu explicitement dans les présents statuts est réglé par la

Loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif, les associations internationales sans but lucratif et les fondations, par tout autre loi, en vigueur en Belgique, qui l'a modifiée ou l'a complétée et par tous les arrêtés de mise en application.

Titre 9 – Dispositions transitoires.

Art 38. Sont nommés administrateurs :

1- Talab Abdelwaheb, 06/031986, rue Fik Guidon 33 à 1082 Bruxelles

2- El Youssoufi Jawad, 30/08/1992, rue Jules Debecker 55 à 1081 Bruxelles

Lesquels administrateurs désignent en qualité de :

1- Président, trésorier : Talab Abdelwaheb, 06/031986, rue Fik Guidon 33 à 1082 Bruxelles

2- Secrétaire : El Youssoufi Jawad, 30/08/1992, rue Jules Debecker 55 à 1081 Bruxelles

Fait à Bruxelles, le 1/12/2018 en autant d'exemplaires que de parties.

1-Talab Abdelwaheb

El Youssoufi Jawad

Kurnaz Enes Ihsa

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 26/02/2019 - Annexes du Moniteur belge